

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83000 Toulon

Toulon, le 02/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CALCAIRES DU MONT AURELIEN

37 ROUTE DEPARTEMENTALE
5320 ROUTE DEPARTEMENTALE 7
83600 Fréjus

Références : D-UD83-2025-0243

Code AIOT : 0006405397

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement CALCAIRES DU MONT AURELIEN implanté LIEU DIT GARAGAI RD 203, 83470 Pourcieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En juillet 2024, des individus ont pénétré sur le site de la carrière après en avoir forcé les accès et volé le matériel de vidéo-surveillance. Des déchets non dangereux non inertes et des déchets inertes ont été abandonnés de manière totalement illicite tant sur le chemin d'accès à la carrière appartenant à la SCI Saint-Hilaire, que sur l'emprise de la carrière de GARAGAI.

Le volume total des déchets a été évalué par la société CMA à 390 m³.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALCAIRES DU MONT AURELIEN
- LIEU DIT GARAGAI RD 203 83470 Pourcieux
- Code AIOT : 0006405397
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Garragaï a été ouverte en 2007. Le gisement n'ayant été que partiellement exploité au terme des 10 années d'exploitation autorisées, l'exploitant a sollicité plusieurs demandes de prolongation successives, conduisant à l'obtention d'arrêtés préfectoraux complémentaires dont le dernier date du 16/07/21. Celui-ci l'autorisant à exploiter la carrière jusqu'à la date limite du 02/08/23. Depuis cette date, la carrière n'est plus exploitée. La société CMA a déposé une nouvelle demande d'autorisation de renouvellement d'exploiter qui est actuellement en cours d'instruction par nos services.

En attendant une potentielle reprise d'exploitation de la carrière, conditionnée à la décision qui sera prise à l'issue de la phase d'instruction susvisée, l'exploitant assure la surveillance du site par le biais de rondes fréquentes et de matériel de vidéo-surveillance.

Thèmes de l'inspection :

- Autre
- Déchets
- ISDI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 02/03/2023, article R.511-9	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de nos constats réalisés in situ et des éléments transmis par la société CMA, exploitant de la carrière de Garragai, que **des individus ont déversé et abandonné de manière totalement illicite des déchets non dangereux non inertes et des déchets inertes dont le volume total est estimé à 390 m³.**

La quantité précise de déchet pourra toutefois, en fonction de leur nature, être affinée après pesée de ceux-ci dans des installations dûment autorisées à les prendre en charge.

Nous avons constaté sur place que des déchets ont été abandonnés sur le site en totale contradiction avec les dispositions définies dans le code de l'environnement et des textes connexes relatives à la gestion des déchets.

Les manquements observés illustrent l'absence du respect de la réglementation relative à la gestion des déchets portant de ce fait potentiellement atteinte aux intérêts protégés au code de l'environnement.

La société CMA nous a par ailleurs déclaré qu'elle allait procéder à l'évacuation des déchets illicites dans des filières dûment autorisées à cet effet. Elle nous transmettra à l'issue de l'évacuation totale des déchets l'ensemble des pièces justificatives (bons de pesée, factures, etc.), permettant ainsi d'évaluer le montant du préjudice.

Compte tenu de la situation, notamment de l'enquête de gendarmerie visant à identifier le(s) auteur(s) des infractions et de l'évacuation des déchets par l'exploitant de la carrière, l'Inspection propose de ne pas donner de suite administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/03/2023, article R.511-9

Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE rubrique 2760-3

Prescription contrôlée :

Rubrique 2760- Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 :

1. Installation de stockage de déchets dangereux autre que celle mentionnée au 4	(A-2)
2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 :	
a) Dans une implantation isolée au sens de l'article 2, point r) de la directive 1999/31/ CE, et non soumise à la rubrique 3540	(E)
b) Autres installations que celles mentionnées au a	(A-1)
3. Installation de stockage de déchets inertes	(E)
4. Installation de stockage temporaire de déchets de mercure métallique Pour la rubrique 2760-4 : Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t	(A-2)

Constats :

Nous avons constaté plusieurs zones de dépôt sur lesquelles de multiples déchargements de camion benne ont eu lieu. Les déchets présents sont soit des déchets non inertes en mélange (bois, plastique, ferraille, tourets en bois, câbles et/ou gaines en PVC, etc.), soit des déchets inertes (terre, cailloux, béton, etc.).

La société CMA nous a transmis à notre demande un relevé précis des déchets qui ont été déposés et abandonnés illégalement tant sur l'emprise de la carrière qu'elle exploite que sur le chemin d'accès à celle-ci, en propriété de la SCI Saint-Hilaire.

Un relevé par drone a dans ce cadre été réalisé par la société TOPO SERVIS en date du 21/10/2024. Ce relevé permet de localiser avec précision les emplacements des dépôts illicites et d'évaluer les cubatures des différents tas de déchets.

Les cubatures estimées sont mentionnées ci-après :

Localisation	Parcelle	Volume	Commentaire
Entrée Carrière	D697	36 m ³	Propriétaire St HILAIRE
Entrée Carrière	A296	22 m ³	
Périmètre carrière	A211	332 m ³	
TOTAL VOLUME A EVACUER		390 m³	

La CMA nous a par ailleurs déclaré qu'elle allait procéder à l'évacuation des déchets illicites dans des filières dûment autorisées à cet effet. Elle nous transmettra à l'issue de l'évacuation totale des déchets l'ensemble des pièces justificatives (bons de pesée, factures, etc.), permettant ainsi d'évaluer le montant du préjudice.

Il ressort de nos constats réalisés in situ et des éléments transmis par la société CMA, exploitant de la carrière de Garragai, que **des individus ont déversé et abandonné de manière totalement illicite des déchets non dangereux non inertes et des déchets inertes dont le volume total est estimé à 390 m³.**

La quantité précise de déchet pourra toutefois, en fonction de leur nature, être affinée après pesée de ceux-ci dans des installations dûment autorisées à les prendre en charge.

Nous avons constaté sur place que des déchets ont été abandonnés sur le site en totale contradiction avec les dispositions définies dans le code de l'environnement et des textes connexes relatives à la gestion des déchets.

Les manquements observés illustrent l'absence du respect de la réglementation relative à la gestion des déchets portant de ce fait potentiellement atteinte aux intérêts protégés au code de l'environnement.

L'abandon des déchets non dangereux non inertes et inertes relèvent des rubriques n° 2760-2 et 2760-3 de la nomenclature des ICPE.

Les dépôts de déchets ayant été réalisés à l'insu de l'exploitant de la carrière, une enquête préliminaire est ouverte par la gendarmerie de Saint-Maximin pour tenter de retrouver les auteurs des faits.

Type de suites proposées : Sans suite administrative (responsable non identifié)

Proposition de suites : Demande d'action corrective de la part de l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois